# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

DUFOUR & LIMET, Éditeurs-Propriétaires,
Bureaux—No. 72 rue de Chartres.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

*Édition Quotidienne:*
1 an, $16; 6 mois, $8; 3 mois, $4; le numéro 10 cts.

*Édition Hebdomadaire:*
(Paraissant le dimanche)
1 an, $5; 6 mois, $3 50; 3 mois, $1 75.

TARIF D'ANNONCES.

Pour un carré (10 lignes) d'agathe solide: Première insertion, $1 50; pour chaque insertion subséquente, 75 cts.

Les annonces insérées à la première page, celle à titre, paient $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces insérées par intervalles paient également $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la première page, paient $20 le carré.

Escompte libéral au commerce, dans tous les cas.

Réclames, 20 cts la ligne.

ANNONCES AU MOIS.

*Édition Quotidienne:*

| Carrés. | 1 mois net. | 2 mois net. | 3 mois net. | 6 mois net. | Un an net. |
|---|---|---|---|---|---|
| Un..... | $12 | $ 22 | $ 30 | $ 50 | $ 75 |
| Deux... | 22 | 38 | 50 | 80 | 125 |
| Trois... | 30 | 52 | 70 | 110 | 175 |
| Quatre.. | 38 | 67 | 90 | 140 | 225 |
| Cinq... | 46 | 82 | 105 | 170 | 275 |
| Six.... | 54 | 98 | 120 | 200 | 325 |
| Sept... | 60 | 105 | 135 | 230 | 350 |
| Huit... | 66 | 112 | 150 | 260 | 400 |
| Neuf... | 70 | 125 | 165 | 290 | 450 |
| Dix.... | 75 | 135 | 180 | 320 | 500 |
| Onze... | 80 | 145 | 195 | 350 | 540 |
| Douze.. | 86 | 155 | 210 | 380 | 580 |
| Treize. | 90 | 165 | 230 | 410 | 620 |
| Quatorze | 96 | 175 | 250 | 430 | 660 |
| Quinze.. | 100 | 185 | 260 | 450 | 700 |
| Trente.. | 175 | 320 | 450 | 750 | 1200 |

*Édition Hebdomadaire:*

| Carrés. | 1 mois | 2 mois. | 3 mois | 6 mois. | 1 an. |
|---|---|---|---|---|---|
| Un..... | $5 net. | $8 net. | $12 net | $20 net. | $30 net. |
| Deux... | 9 " | 15 " | 20 " | 35 " | 50 " |
| Trois... | 12 " | 22 " | 28 " | 44 " | 70 " |
| Quatre.. | 15 " | 27 " | 35 " | 55 " | 90 " |
| Cinq... | 19 " | 32 " | 42 " | 65 " | 110 " |
| Six.... | 20 " | 35 " | 75 " | 130 " | 200 " |
| Quinze.. | 40 " | 75 " | 100 " | 180 " | 280 " |
| Trente.. | 70 " | 130 " | 180 " | 300 " | 480 " |

AGENTS DE L'ABEILLE.

M. SANCAN, à Thibodeaux, pour les paroisses Lafourche et Terrebonne.
M. JUST COMES, à Donaldsonville, pour les paroisses Ascension, St-Jacques et Assomption.
M. PH. MACHET, Marchand, à Baton-Rouge, pour les paroisses de Ouest et Est-Baton-Rouge, Ouest et Est-Feliciana.
WILLIAM GIRARD, à Waterloo, paroisse de la Pointe-Coupée.
J. LANDREAU, Maître-de-poste à Hermitage, pour la paroisse de la Pointe-Coupée.
C. I. MAYER, Maître-de-poste à Marksville, paroisse des Avoyelles.
A. MARIGAT, à la Nouvelle-Ibérie.
M. EMONET, à Léonville, paroisse St-Landry.
M. L. DUPLEIX, à Natchitoches.
M. O. A. PEIRCE, Maître-de-poste à Plaquemine, paroisse Iberville.
J. MILLET, à Franklin, paroisse Ste-Marie.
ALFRED GRADENIGO, St-Martinville.
VALERY THIBODEAU, Pont-Breaux.
A. DURIO, Arnaudville.
M. POYETIN, Grand-Côteau.
ADRIEN GONSOULIN, Passee-Pointe.
F. F. BÉREAU, à la Pass-Christian.
PHIL. BAUER, Ouest-Bâton-Rouge.
LAURENT CHÉRI, Plaquemines (Iberville).
J. A. BOYER, Moreauville (Avoyelles).
J. B. RICULFI, Houma (Terrebonne).
SYLVAIN LEHMAN, Maître-de-poste à Jonesville (Texas).
WM. HUDSON, à Jeannerette, paroisse Ste Marie.
EDGAR DELÉRY, Baie St-Louis (Mississippi).

AUX MAÎTRES DE POSTE.

Les maîtres de poste sont autorisés à recevoir des abonnements à l'*Abeille* (édition quotidienne, $16 par an, édition hebdomadaire, $5). Nous les prévenons néanmoins que toute demande d'abonnement sera considérée comme non avenue, à moins que la lettre ne renferme en même temps le montant de l'abonnement, prélèvement fait de la commission allouée aux agents et aux maîtres de poste.

## La dernière Loi d'Election du Congrès.

Cette loi, passée à la dernière session du Congrès, a fait plus de bruit qu'elle n'aurait peut-être dû en faire, car loin d'être une première loi sur cette matière, on une loi originale, elle n'est qu'un amendement à une loi du 28 février 1871, laquelle loi n'était elle-même qu'un amendement à la loi du 31 mai 1870. Le texte de toutes ces lois est fort étendu et se divise en nombre de sections. C'est tout un code spécial et, si nous le reproduisions en entier, peu de gens aurait le courage de le lire, et notre peine serait perdue. Il nous suffira de dire à cet égard que les élections congressionnelles en fédérales étaient déjà protégées d'une manière assez notable avant l'amendement que M. Kellogg a fait passer avec beaucoup de difficulté dans les deux Chambres du Congrès immédiatement avant leur ajournement final. Le Congrès y a résisté tout d'abord parce qu'il a vu que l'amendement n'avait qu'un but, celui de favoriser la réélection de Grant dans l'Etat de la Louisiane, car la Louisiane est le seul Etat peut-être où les intrigues d'un gouverneur ouvertement opposé à Grant, pouvaient faire échouer cette réélection.

Pour ne pas surcharger cet article de détails tout procéduriers qui auraient bientôt épuisé la patience de nos lecteurs, nous nous bornerons à noter les différences qui existent maintenant entre la loi amendée dernièrement et la loi de 1871. On verra que si elle est plus complète aujourd'hui dans sa force, elle ne manquait pas d'une certaine rigueur auparavant, et que même dans son ancienne teneur, là du moins où elle était applicable, elle n'en pu être éludée facilement par le gouverneur Warmoth ou toute autre autorité d'Etat.

Toute la force de l'amendement Kellogg consiste dans la généralisation de la surveillance concernant les opérations de l'enregistrement et de l'élection. L'ancienne loi portait que si dans les villes ou bourgs ayant 20,000 habitants, deux citoyens seulement, faisaient connaître par écrit à la cour de circuit des Etats-Unis du ressort de la dite ville ou du dit bourg, leur désir de faire garder et surveiller les opérations de l'enregistrement et de l'élection, il serait du devoir du juge de la dite cour de circuit, dix jours au moins avant l'enregistrement ou dix jours au moins avant l'élection, s'il ne s'agissait pas d'enregistrement, d'ouvrir sa cour dans l'endroit le plus convenable du dit circuit et de nommer deux citoyens, résidents de la dite ville ou du dit bourg, représentant différents partis politiques, sachant parler et écrire l'anglais, les quels citoyens seraient connus et désignés comme contrôleurs ou inspecteurs d'élection.

On voit par cet extrait dégagé de tout jargon légal, que dans la loi antérieure il était question seulement de villes ou de bourgs ayant au moins une population de 20,000. Ainsi la surveillance ne serait exercée que dans ces villes, et là où ces villes ou bourgs n'existaient pas comme en Floride, il n'y aurait pas eu de surveillance du tout.

En Louisiane, il n'y aérait eu de surveillance que dans la paroisse d'Orléans, paroisse tout entière occupée par la ville. En supposant qu'il y ait 35,000 électeurs à la Nouvelle-Orléans et 100,000 dans les autres paroisses de l'Etat, la surveillance ne se fut exercée que sur un quart de la classe électorale. Il est évident que cela eut été insaffisant et que les fraudes eussent pu se commettre sur une échelle assez vaste pour annihiler, deux ou trois fois pour une, le vote de la ville. La précaution était donc illusoire et c'est à cela que le Congrès a remédié en décrétant que lorsque dans un comté ou une paroisse, ou dans un district congressionnel, 10 citoyens connus feront savoir au juge de la Cour de circuit des Etats-Unis, avant tout enregistrement de votants pour une élection de représentants au Congrès, ou avant toute élection pour le Congrès, leur désir de faire garder et surveiller les opérations de l'enregistrement ou de l'élection, il sera du devoir du dit juge de la Cour de circuit, d'ouvrir sa Cour dans l'endroit le plus convenable du district 10 jours au moins avant le dit enregistrement ou la dite élection, et de nommer un commissionner, sous le sceau de la dite Cour, pour le district d'élection dont il s'agit ou le precinct de vote, deux citoyens, demeurant dans le dit district d'élection ou le precinct de vote du dit comté, ou de la dite paroisse, qui représentent différente partie politique, qui puissent parler et écrire l'anglais et qui seront connus et désignés comme contrôleurs ou inspecteurs d'élection.

Par cette nouvelle disposition, la surveillance sera générale, complète; pas un precinct, pas un poll ne pourra y échapper, et tous les Etats, quelle que soit leur population, pourront en profiter. Il est vrai qu'il faudra que la demande de contrôle ou de surveillance soit faite par 10 citoyens connus au lieu de deux; mais on sait que ce changement à la loi du 28 février 1871, n'a dû introduit que pour donner satisfaction à certains membres du Congrès qui étaient opposés à l'amendement Kellogg. Le changement, du reste, est fort insignifiant, car il se trouvera partout non pas 10 citoyens, mais des centaines de citoyens qui signeront avec empressement la demande de surveillance au juge. Il ne sera donc pas plus difficile d'avoir 10 pressentants que deux.

L'ancienne loi ne requérant aucune condition de la part des deux contrôleurs ou inspecteurs nommés par le juge. Par l'amendement, il faudra que ces deux fonctionnaires soient résidents du dit district d'élection, precinct ou poll et qu'ils soient dûment électeurs au moment de leur nomination. Il en sera ainsi pour les députés-marshals qui devront, au moment de leur nomination, être dûment électeurs dans le comté, la paroisse, le district ou le precinct où ils devront exercer leurs fonctions. Ce sont-là des garanties morales qui n'étaient pas requises dans l'acte non amendé.

L'amendement porte en outre que le commissaire, dont il est question dans l'ancienne loi, sera nommé aussitôt que possible après l'adoption de cet acte, si toutefois il n'a pas déjà été nommé. Tout juge de Cour de Circuit des Etats-Unis sera requis de désigner un ou plusieurs juges des Cours de Districts dans son circuit, qui seront chargés de remplir les fonctions prescrites par cet acte et par l'acte dont il est un amendement.

A part les différences que nous venons de signaler et qui ont leur prix, l'amendement se tait sur le reste de la loi de 1871, dont les sévérités ne sont pas à décaigner. Ce Commissaire sera le surveillant en chef, choisi parmi les officiers des Cours de Circuit; sa mission sera de préparer et de fournir tous les livres, blanes et instructions nécessaires pour les deux inspecteurs ou contrôleurs du comté, précinct ou poll dans son district. Il recevra toutes les demandes pour remplir ces places et les présentera au juge avec toutes informations qu'il jugera à propos de lui donner. Il recevra, conservera et enregistrera tous serments d'offices des dits contrôleurs ou inspecteurs d'élection, et de tous députés-marshals spéciaux nommés en vertu de cet acte; il recevra tous certificats, retours, rapports et registres de tout genre requis par le même acte.

En ce qui concerne l'enregistrement des votants, les deux contrôleurs ou inspecteurs rempliront les devoirs suivants: Ils assisteront à toutes les opérations de l'enregistrement dans tous les lieux indiqués, et ils contesteront, s'ils le jugent à propos, les droits des postulants à l'inscription; ils tiendront registre des contestations et en enverront la liste au marshal qui la transmettra au commissaire du surveillant en chef.

Les deux inspecteurs d'élection sont particulièrement chargés de revoir et reconnaître dans leur comté, précinction poll *chaque bulletin de vote, quelque soit l'endoissement qu'il puisse porter ou quelle que soit la boîte où il aura été trouvé.*

Cette disposition était nécessaire pour les cas où des élections locales et d'Etat auraient lieu en même temps que les élections congressionnelles, ce qui arrivera sous la Louisiane en vertu d'une résolution passée par le Congrès, sur les recommandations et instances de M. Kellogg.

Les deux inspecteurs surveilleront les élections comme ils auront surveillé l'enregistrement en tenant compte des contestations, s'il y en a; ils se tiendront là où seront les boîtes à l'ouverture des polls et y resteront jusqu'à ce que tous les bulletins soient comptés, l'opération achevée, les certificats on retours délivrés, soit que ces certificats ou retours soient requis en vertu des lois des Etats-Unis, soit qu'ils soient requis en vertu des lois territoriales, municipales ou d'Etat.

Ils devront en outre dans les bureaux d'enregistrement ou dans les collèges électoraux, se tenir là où ils se croiront le plus avantageusement placés pour contrôler, surveiller et suivre les opérations.

Voici maintenant les règles que devra observer le marshal des Etats-Unis dans l'accomplissement de ses devoirs: sur la demande écrite d'au moins deux citoyens domiciliés dans la ville ou le bourg, il devra nommer des députés marshals spéciaux pour aider et assister les inspecteurs d'élection dans la vérification des listes dressées en vertu de cet acte; ces députés devront assister aux opérations de l'enregistrement des votants et aux opérations électorales dans chaque district ou precinct;

Et le marshal et ses députés généraux et députés spéciaux, auront le pouvoir et les députés spéciaux auront le devoir, de maintenir la paix, d'appaiser et de protéger les inspecteurs d'élection, de maintenir l'ordre dans les bureaux d'enregistrement et aux polls, d'empêcher les enregistrements et les votes frauder en ou la conduite frauduleuse d'un officier d'élection, et immédiatement soit au bureau d'enregistrement soit aux polls ou ailleurs, avant ou après ou pendant l'enregistrement ou le vote, d'arrêter et de mettre sous garde, avec ou sans forme de procès, toute personne qui commettra ou tentera de commettre, un des actes ou une des offenses, prohibés par cet acte ou l'acte amendé par celui-ci, qui mettra une offense quelconque contre les lois des Etats-Unis, pourvu, pendant que ces actes ou offenses aient été commis en présence du marshal, d'un de ses députés généraux ou spéciaux, ou des inspecteurs d'élection et ces derniers en l'absence des députés marshals auront les mêmes devoirs et les mêmes pouvoirs qu'eux.

Nous n'avons pas besoin d'en dire davantage pour montrer que la loi du 28 février 1871 était déjà passablement rigoureuse et qu'on ne trouve guères de nouveau et de vraiment important dans l'amendement Kellogg que la généralisation de la mesure de protection et l'application de cette mesure aux comtés, aux precincts, aux polls et non aux villes et aux bourgs seulement ayant une population de 20,000 au moins. Mais cette différence est capitale et assure on devrait assurer, ce nous semble, l'indépendance et la pureté du vote dans tous les Etats en matière au moins d'élections congressionnelles.

## Compagnie d'Assurance du Peuple de la Nile-Orléans.

Bureaux, No 5 de la rue St. Pierre.

Nouvelle-Orléans, 3 juillet 1872.

PREMIER ÉTAT ANNUEL.

La Compagnie d'Assurance du Peuple publie l'état suivant, pour la première année expirée le 30 juin 1872, ainsi que l'exigent la loi et ses chartes, savoir:

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 juin 1872.

| | | |
|---|---|---|
| Sur risques d'incendie | | $69,486 16 |
| " de rivières | | 2,736 11 |
| " de mer | | 11,684 61 |
| Total des primes | | $83,906 87 |
| En moins—primes remboursées | | 427 60 |
| Montant net des primes reçues | | $83,479 27 |
| Pertes, déc. payées dans la même période: | | |
| Sur risques d'incendie | $9,542 68 | |
| " de rivières | 348 43 | |
| " de mer | 4,429 66 | $14,320 77 |
| Réclamations (rabais) | $8,431 65 | |
| Réapprécions | 201 57 | |
| Impression et publication de la charte | 1,202 21 | |
| Fournitures de bureau | 1,245 10 | |
| Salaire, dépenses générales, y compris taxes, loyer, moins escompte et intérêt | 4,289 42 | |
| Réservé pour risques non expirées | 6,871 67 | 16,262 02 |
| Bénéfice net | | $48,796 48 |

L'actif de la compagnie est comme suit:

| | |
|---|---|
| Billets pour actions de capital | $200,000 |
| Prime en vote de remboursement | 4,600 75 |
| Actions de banques et autres actions | 10,000 00 |
| Prêts sur hypothèque | 12,000 00 |
| Prêts garantis | 16,200 00 |
| Timbres | 1,000 00 |
| Meubles et installations de bureau | 61 00 |
| En caisse | 1,674 20 |
| Total de l'actif | $245,535 95 |

L'état qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.

R. M. HAYES, Président.
A. SOCOLA, Vice-Président.
A. GRANGER, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermentés et signés pardevant moi, à la Nouvelle-Orléans, ce cinq juillet 1872.

ANT. DORIGOCOURT,
Notaire Public.

Aujourd'hui, à une réunion du Conseil de Direction, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité:

Il est résolu qu'un dividende de DIX POUR CENT, sur le capital payé, est par les présentes déclaré et porté au crédit des bénéfices d'exploitation, payable à la Trésorerie de la Compagnie, sur le montant net des primes perçues de l'année expirée le 30 juin 1872 soit 1872 à dater du premier lundi d'août 1872.

DIRECTEURS.

| | | |
|---|---|---|
| R. M. Davis, | Jos. David, | H. Macaud, |
| A. Socola, | F. Jambon, | A. Baker, |
| R. England, | J. J. Meier, | R. Desmarres, |
| J. Gozzardin, | G. L. Ferry, | S. Cambre, |
| H. A. Lizardes, | F. Sauvin, | R. Fraser, |
| P. H. Monsseaux | V. Sandera, | F. Rodriguez, |
| R. Soley, | J. B. Saint, | J. Schneider, |
| Jos. Mimi, | | J. Dufourcade, |
| 10 juillet—1m | M. Dufourcade. | |

## ASSURANCES.

Bureaux de la Compagnie „Sun" d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans
No. 84 RUE ST. CHARLES.
Nouvelle-Orléans, 15 Janvier 1872.

SEIZIÈME ÉTAT ANNUEL.

Conformément aux requisitions de la Charte de la Compagnie publie l'état suivant, indiquant des primes de l'année expirée le 31 décembre 1871:

| | | |
|---|---|---|
| Sur risques d'incendie | | $[illegible] |
| Sur risques de mer | | [illegible] |
| Sur risques de rivières | | [illegible] |
| Primes: Risques non expirés de 1870 | | [illegible] |
| Déduire: Risques non expirés de 1871 | [illegible] | [illegible] |
| Primes remboursées | [illegible] | [illegible] |
| Montant net des primes | | [illegible] |
| Pertes, etc., payés dans la même période: | | |
| Sur risques d'incendie | $[illegible] | |
| Sur risques de mer | [illegible] | |
| Sur risques de rivières | [illegible] | |
| Pertes payées | | [illegible] |
| Dépenses générales et taxes | [illegible] | |
| Intérêt de scrip | [illegible] | |
| | | [illegible] |
| Moins: Escompte et intérêt | [illegible] | |
| Bénéfice net | | [illegible] |

L'actif de la compagnie qui comme suit. Il consiste sur la valeur la moins élevée des titres ci-dessous comprises:

| | |
|---|---|
| 325 bonds consolidés de la ville | $[illegible] |
| 100 bonds de la ville en faveur de chemins de fer | [illegible] |
| 64 bonds sept pour cent de la ville | [illegible] |
| 14 bonds de l'Etat | [illegible] |
| bonds de l'Odd Fellows' Hall Association | [illegible] |
| bonds de la Grand Loge de la Louisiane | [illegible] |
| bonds du Turners' Association | [illegible] |
| Actions de banques et de la Compagnie du Gaz, etc | [illegible] |
| Prêts garantis | [illegible] |
| Prêts sur hypothèque | [illegible] |
| Effets à recevoir | [illegible] |
| Ip d'autres compagnies d'assurance | [illegible] |
| mes en vote de remboursement | [illegible] |
| caisse | [illegible] |
| Total de l'actif | [illegible] |

Et qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
JOHN G. GAINES, Vice-Président.
THOS ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS POUR L'ANNÉE 1872:

| | |
|---|---|
| John G. Gaines. | E. J. Hart, |
| Henry Renshaw, | Hugh Wilson, |
| R. Bisset, | L. M. Moulton, |
| Charles Maxwell, | Richard Freeze, |
| J. Weis, | W. E. Seymour, |
| W. B. Taylor, | O. Morgan. |

START—ia

## Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

CONFORMÉMENT aux prescriptions de sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant:

Total des primes pour l'année finissant le 31 février 1872 [illegible]

Savoir:

| | | |
|---|---|---|
| Prime d'incendie | $645,457 26 | |
| Prime maritime | 175,875 26 | |
| Prime d'invière | 38,295 35 | |
| Primes non acquises et retour et réfaction sur les primes | | [illegible] |
| Primes nettes | | [illegible] |
| Pertes d'incendie | $[illegible] | |
| Pertes maritimes | 122,149 71 | |
| Pertes de rivières | 14,609 39 | |
| Taxes | $[illegible] | |
| Dépenses nettes le compte d'escomptes | 32,294 71 | |
| Bénéfices | | [illegible] |

The Company have the following assets available at the lowest cash market value:

| | |
|---|---|
| City and other Bonds | [illegible] |
| Bank and other Stocks | [illegible] |
| Scrip of Insurance Companies | [illegible] |
| Real Estate | [illegible] |
| Bills receivable on Mortgages | [illegible] |
| Bills receivable | [illegible] |
| Premiums in course of collection | [illegible] |
| Cash on hand and in Europe | [illegible] |

The above statement is a true, true and correct transcript from the books of the Company.

[illegible] Secretary.

J. F. ROUX, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans, City of New Orleans:

Sworn to and subscribed before me, this 15th day of January, 1872.

E. GEO. CUVELLIER, Notary Public.

Six per cent interest on the outstanding certificates of scrip will be paid to the holders thereof, on and after this date, on and after date hereof.

CHAS. BRIGGS, President.

J. F. ROUX, Secretary.

Board of Trustees elected on 15th February, 1872:

| | |
|---|---|
| Chas. Briggs, | Chas. Lafitte, |
| Abt. Carriere, | John S. Wallis, |
| Geo. A. Fosdick, | Rudolph Siter, |
| R. Brutier, | E. F. Gray, |
| F. Anderson, | W. C. Black, |
| A. Forstall, | Thomas H. Hunt, |
| Geo. W. Dunbar, | Chas. Hamel, |
| E. F. Stockmeyer | D. Rodriguez, |
| Geo. W. Hynes, | R. S. Howard, |
| A. Montagnery, | Felix Lanzo, |
| Henry J. Venn, | Alex. Bonn, |
| E. Marquess, | G. D. Fisher, |
| Chas. Wolfner, | Edward Foley, |
| A. Lecourt, | Washington Foley, |
| Frank Williams, | Wash. Morris, |
| Thomas Byrne, | R. Greninger, |
| Geo. Foster. | Wilson Kerr, |

## Tennessee Sugar Kettles,

From the celebrated STACKER IRON WORKS.

Messrs. Woods, Yeatman & Co.'s.

A FULL ASSORTMENT on hand. Also, Grate Bars and Furnace Mouths of the most approved pattern.

E. P. JAVERSEUVER,
Commission Merchant, 16 Union street.
octl3 1f Agent.

## Louisiana Mutual Insurance Company.

EIGHTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Total premiums for the year ending 29th of February, 1872 [illegible]

| | | |
|---|---|---|
| Vis: Fire premiums | $[illegible] | |
| Marine premiums | 77,[illegible] | |
| River premiums | 38,295 35 | |
| Unearned and renewal premiums, and rebate on premiums | [illegible] | |
| Net premiums | [illegible] | |
| Fire losses | [illegible] | |
| Marine losses | 122,149 71 | |
| River losses | 14,609 39 | |
| Taxes | [illegible] | |
| Expenses, etc., less discount account | 32,294 71 | |
| Balance | | [illegible] |

The Company have the following assets available at the lowest cash market value:

| | |
|---|---|
| City and other Bonds | [illegible] |
| Bank and other Stocks | [illegible] |
| Scrip of Insurance Companies | [illegible] |
| Real Estate | [illegible] |
| Bills receivable on Mortgages | [illegible] |
| Bills receivable | [illegible] |
| Premiums in course of collection | [illegible] |
| Cash on hand and in Europe | [illegible] |

The above statement is a true, true and correct transcript from the books of the Company.

[illegible] Secretary.

J. F. ROUX, Secretary.

State of Louisiana, Parish of Orleans, City of New Orleans:

Sworn to and subscribed before me, this 15th day of January, 1872.

E. GEO. CUVELLIER, Notary Public.

Six per cent interest on the outstanding certificates of scrip will be paid to the holders thereof, on and after this date, on and after date hereof.

CHAS. BRIGGS, President.

J. F. ROUX, Secretary.

Board of Trustees elected on 15th February, 1872:

| | |
|---|---|
| Chas. Briggs, | Chas. Lafitte, |
| Abt. Carriere, | John S. Wallis, |
| Geo. A. Fosdick, | Rudolph Siter, |
| R. Brutier, | E. F. Gray, |
| F. Anderson, | W. C. Black, |
| A. Forstall, | Thomas H. Hunt, |
| Geo. W. Dunbar, | Chas. Hamel, |
| E. F. Stockmeyer | D. Rodriguez, |
| Geo. W. Hynes, | R. S. Howard, |
| A. Montagnery, | Felix Lanzo, |
| Henry J. Venn, | Alex. Bonn, |
| E. Marquess, | G. D. Fisher, |
| Chas. Wolfner, | Edward Foley, |
| A. Lecourt, | Washington Foley, |
| Frank Williams, | Wash. Morris, |
| Thomas Byrne, | R. Greninger, |
| Geo. Foster. | Wilson Kerr, |

## ASSURANCES.

Association d'Assurance Mutuelle de la Nile-Orléans.

Bureaux, No 16 rue Pleasure de la Banque.

SECOND ETAT TRIMESTRIEL.

Conformément à la Charte, l'Association d'Assurance Mutuelle de la Nile-Orléans, publie l'état suivant du cinquième pour le second trimestre, expiré le 30 juin 1872.

| | | |
|---|---|---|
| Primes (Incendie) | $[illegible] | |
| " de mer | [illegible] | |
| " de rivières | [illegible] | [illegible] |
| En moins — primes remboursées | $[illegible] 16 | |
| En moins — primes [illegible] | 1,[illegible] 16 | [illegible] |
| Montant net des primes | | [illegible] |
| Pertes par l'incendie | [illegible] | |
| " sur les rivières | [illegible] | [illegible] |
| Réservé pour pertes non réglées | [illegible] | |
| Réassurance | [illegible] | |
| Dépenses générales | [illegible] | |
| Timbres de revenu | [illegible] | |
| Profits et pertes | [illegible] | |
| En plus — $[illegible] pour cent d'intérêt pour le trimestre sur le capital payé | [illegible] | |
| Moins — escompte et intérêt | [illegible] | [illegible] |
| Bénéfices nets | | [illegible] |

— ACTIF —

| | |
|---|---|
| Billets d'actions | [illegible] |
| En caisse | [illegible] |
| Billets et effets à recevoir | [illegible] |
| Actions et Bonds | [illegible] |
| Propriétés foncières | [illegible] |
| Primes en vote de recouvrement | [illegible] |
| Amendement de 65 pr cent sur [illegible] | [illegible] |
| | $[illegible] |

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de l'Association d'Assurance Mutuelle de la Nile-Orléans.

C. CAVAROC, Président.
G. LAMAUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nile-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 5 juin 1872.

G. LE GARNEUR, Jr.,
Notaire public.

Aujourd'hui, à une réunion spéciale des Directeurs, il a été résolu, conformément à l'Art. VII de la charte, de collecter, de suite, des sociétaires, un amendement de 65 pour cent sur le montant net des primes du second trimestre de 1872, sujettes à l'amendement et s'élevant à $127,810 43. Il a été résolu, en outre, de payer aux actionnaires, sur demande, un intérêt trimestriel de 2 1/2 pour cent sur le montant du capital payé.

— DIRECTEURS —

| | |
|---|---|
| C. Cavaroc, | S. Camhon, |
| Che de Reyter, | A. Poincy, |
| Léon Hass, Jr., | J. Ball, |
| E. F. Moulon, | J. B. Wiltz, |
| W. Agnel. | J. Gouyrodie, |
| | A. Tailhant. |

SIXIÈME ÉTAT ANNUEL

— DU —

## Factors' and Traders' Insurance Company,

37 ..... Rue Carondelet.

Nouvelle-Orléans, 15 mai 1872.

LES Directeurs, conformément à la charte de cette société pour l'année expirée le 30 avril 1872—savoir:

PRIMES POUR L'ANNÉE:

| | | |
|---|---|---|
| Sur risques d'incendie | | [illegible] |
| Sur risques de rivières | | [illegible] |
| Sur risques de mer | | [illegible] |
| En moins: | | |
| Primes non expirées le 30 avril 1871 | | [illegible] |
| Primes remboursées | | [illegible] |
| Montant net des primes | | [illegible] |
| Pertes payées, savoir: | | |
| Risques d'incendie | | [illegible] |
| " de rivières | | [illegible] |
| " de mer | | [illegible] |
| Réassurance | | [illegible] |
| Réclamations (rabais) | | [illegible] |
| Dépenses générales | | [illegible] |
| Timbres de revenu | | [illegible] |
| Profits et pertes | | [illegible] |
| Balance | | [illegible] |
| Bénéfices net | | [illegible] |

L'actif de la Compagnie est comme suit:

| | |
|---|---|
| Billets pour actions de capital | [illegible] |
| Prime en vote de remboursement | [illegible] |
| Actions de banques et autres actions | [illegible] |
| Prêts sur hypothèque | [illegible] |
| Prêts garantis | [illegible] |
| Timbres | [illegible] |
| Meubles et installations de bureau | [illegible] |
| En caisse | [illegible] |
| Total de l'actif | [illegible] |

L'état qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie.

[illegible]

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 30 mai 1872.

EDWARD IVY,
Notaire Public.

La 17 du courant, à une réunion spéciale des Directeurs, il a été résolu que le montant des primes du 1er au 15 avril 1872, sujettes à l'amendement, serait remboursé aux sociétaires, conformément à la résolution passée le 15 avril 1872, en sus des primes payées pour les pertes survenues pendant la quinzaine du 1er au